

Le Journal des Finances - Semaine du 29 janvier 2011



**Il y a une contradiction  
entre l'infrastructure  
économique et la  
superstructure politique**

## Petite analyse marxiste...

Par Charles Gave \*

● Ceci est ma dernière chronique pour *Le Journal des Finances*. J'ai donc décidé de faire une petite chronique de nature un peu philosophique. Je continuerai à écrire pour *Investir - Le Journal des Finances*, son successeur, mais cette dernière chronique me donne un petit pincement au cœur.

Comme les lecteurs ont dû s'en convaincre depuis que je publie ces chroniques, Marx a toujours été l'un de mes grands hommes. Après tout, il est difficile de se tromper plus que cet homme ne s'est trompé. Toutes ces analyses, tous ces concepts, tout ce qu'il attendait du futur, tout ce qu'il pensait de la nature humaine, tout s'est révélé faux et dangereux. Tout sauf une seule idée, que d'autres d'ailleurs avaient eue avant lui : dans un pays, l'infrastructure économique détermine la superstructure politique.

Et cette idée est profondément vraie. La première révolution industrielle avait créé des compagnies organisées sur le mode pyramidal : le patron de droit divin au sommet de la pyramide donne ses ordres aux milliers ou aux dizaines de milliers de soldats de base, encadrés par des officiers qui n'ont comme fonction que de transmettre les ordres et de vérifier leur bonne exécution. Ce modèle économique a été immédiatement copié par les grands Etats nations qui émergèrent au XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce modèle hiérarchique et pyramidal est en train de voler en éclats sous l'effet d'une nouvelle révolution technologique, que j'ai décrit à loisir dans ces pages et que j'ai appelée la « révolution de la connaissance ». Aux trois facteurs de production que Marx et tous les économistes classiques combinent : terre, travail, capital, pour expliquer la croissance, il faut à présent ajouter la connaissance. Ce qui crée de la valeur aujourd'hui, c'est l'invention, comme l'ont abondamment illustré les exemples d'Apple, de Google ou de Facebook.

L'ennui, c'est que l'Etat est en train de faire faillite, et pour une raison toute simple : nos Etats ne peuvent plus imposer les créateurs de valeur qui ont quitté le territoire national, pas plus qu'ils ne peuvent taxer les sociétés qui, curieusement, font apparaître leurs profits là où le rapport entre le coût des impôts et les bénéfices qu'elles peuvent tirer des services publics - ce qui est très facile puisque la production est dématérialisée. Autant se faire imposer en Irlande à 15 % qu'en France à 33 %...

La vieille gauche se retrouve donc dans la situation de l'aristocratie britannique lorsque le libre-échange fit sauter leurs privilèges en faisant s'écrouler le cours du blé (*corn laws*). Et, comme la vieille gauche a conquis l'Etat, elle entend se servir de ce privilège pour maintenir le niveau de vie de ses troupes. Comme elle ne peut plus le faire par les impôts, elle le fait par l'emprunt en donnant en garantie la signature de l'Etat français. Mais d'ici peu, comme en Espagne, comme en Grèce, les marchés vont refuser de souscrire à la dette française. Et l'Etat (c'est-à-dire la gauche) va se retrouver devant un choix cornélien : réformer, c'est-à-dire faire baisser son propre poids dans l'économie (ce que l'on commence à voir en Espagne ou au Portugal) ou faire faillite. C'est-à-dire perdre le pouvoir au profit du FMI.

Résumons : les possibilités de taxer les manants existent de moins en moins ; les possibilités d'emprunter se ferment petit à petit ; ce scénario est déjà visible en Europe du Sud ou en Grande-Bretagne et commence à se discerner aux Etats-Unis.

La conclusion, pour un marxiste comme moi, et fier de l'être, est donc évidente. Il y a une contradiction entre l'infrastructure économique et la superstructure politique. Nous entrons donc dans des temps révolutionnaires où la superstructure politique va devoir s'adapter. Les révolutions se caractérisent en effet par la nécessité de virer la classe parasitaire qui a pris le contrôle de l'Etat à son profit exclusif et dont le poids empêche toute croissance économique. C'est ce qui va arriver, et c'est une excellente nouvelle.

Je me sens dans l'Etat d'esprit d'un Allemand de l'Est quand le mur de Berlin était à la veille de s'effondrer. Heureux

*charlesgave@gmail.com*